

Note d'information

Fuite d'une solution contenant de l'uranium à l'usine SOCATRI du Tricastin

L'installation d'assainissement et de récupération de l'uranium de la société SOCATRI, implantée sur le site du Tricastin, assure, entre autres activités, la décontamination de matériels et la récupération de l'uranium.

Les effluents générés par les différents ateliers affectés à ces opérations sont traités par la station de traitement des effluents uranifères avant d'être rejetés dans le canal de Donzère-Mondragon.

Le 7 juillet 2008 vers 23 h 00, le débordement d'une cuve d'entreposage de la station de traitement des effluents uranifères a entraîné le déversement, dans la rétention de cette cuve, d'un volume d'environ 30 m³ de solution contenant de l'uranium (teneur en uranium de 12 g/l). La perte d'intégrité de la rétention a conduit au déversement d'une partie de la solution dans le bâtiment, avec écoulement dans le sol ainsi que dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Ce réseau rejoint la rivière « La Gaffière », puis le « Lauzon » et enfin le Rhône.

Les premières actions prises par l'industriel pour limiter les conséquences ont consisté à isoler le réseau d'eaux pluviales sur le site et à réaliser un forage dans la nappe au droit de la zone de déversement pour réaliser des mesures localement et, le cas échéant, pomper l'eau contaminée afin de limiter sa dispersion dans l'environnement.

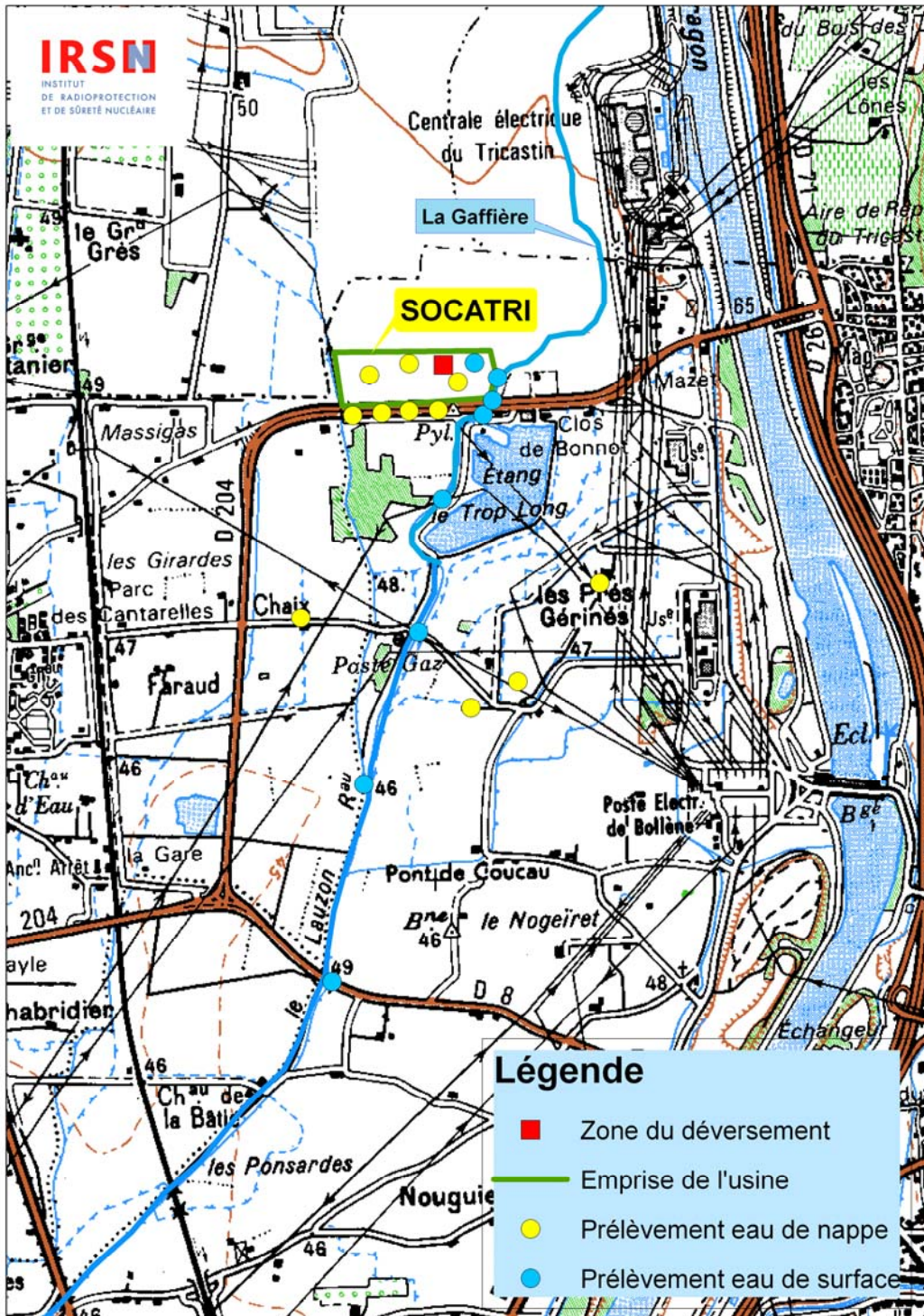
L'ingénieur d'astreinte de l'IRSN a été alerté de l'incident par les pouvoirs publics locaux ; l'Institut a dépêché un expert auprès de la cellule de crise de la préfecture de Vaucluse et a envoyé une équipe d'intervention sur le terrain pour réaliser des prélèvements et des mesures dans les cours d'eau de surface et la nappe phréatique. Par ailleurs, une équipe d'expertise a été rassemblée au centre technique de crise de l'IRSN pour faire un point de la situation et proposer les actions de surveillance associées aux mesures de restriction d'usage déjà adoptées par le Préfet.

Les premières mesures réalisées dans les eaux de surface par l'exploitant ont montré un dépassement de la valeur-guide préconisée par l'OMS pour les eaux destinées à la consommation humaine d'un facteur 1000 pendant une courte période correspondant au passage du pic de pollution.

Une partie de la pollution s'étant infiltrée dans les sols, l'IRSN définit le plan de surveillance des eaux de la nappe phréatique dont les résultats seront publiés sur son site Internet www.irsn.org. Ces résultats permettront au préfet d'adapter puis de lever les restrictions d'usage.

Compte tenu des éléments qui précèdent, l'IRSN estime que les conséquences radiologiques pour les populations devraient être négligeables.

Carte des lieux de prélèvements IRSN



Contact presse : 01 58 35 95 93

L'IRSN est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère de la Défense et du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.